



# 3 questions à... Frédéric Imbrecht

Secrétaire Général de la Fédération CGT Mines et Energie

**La fusion Suez-Gaz de France a été annoncée au nom d'un "patriotisme économique". Mais quels sont les enjeux réels pour l'entreprise, pour les salariés, pour les usagers ?**

Le projet de fusion Suez/Gaz de France a fait une entrée brutale dans la vie des salariés des deux entreprises et dans celle de tous les français. Imposé par le gouvernement au nom d'un patriotisme économique, opportunément vivace, en réponse à une possible OPA de l'italien ENEL, il consacrerait la mise en concurrence de deux grandes entreprises nationales de l'électricité et du gaz, Edf et GDF. Quel gâchis : dilution de la propriété publique, extension du domaine soumis à la logique des marchés financiers.

Que resterait-il de l'intérêt général et des principes de service public ?

Quelles seraient les conséquences pour l'industrie, l'indépendance énergétique et l'emploi ?

L'avenir énergétique national et européen est un enjeu de société. Le syndicalisme tel que nous le concevons a effectivement vocation à s'exprimer sur cette question. Reste que la définition d'une politique énergétique nationale et européenne relève de la responsabilité de la

représentativité nationale et en ce qui concerne l'Europe, des états membres. Les partis politiques doivent prendre toute leur part au débat et ouvrir des perspectives de réflexion, d'autres alternatives.

**Quelles sont les propositions de la CGT ?**

Pour sa part, notre fédération apporte des propositions au débat. La construction d'un pôle public de l'énergie à vocation européenne. Il s'agirait de s'appuyer sur EDF et Gaz de France déjà fusionnés en partie, pour constituer ce pôle public.

Ce pôle permettrait de lancer les investissements indispensables à la sécurité de l'approvisionnement énergétique. Ouvert sur l'Europe, il organiserait les coopérations et les partenariats avec tous les acteurs français et européens tels que Suez, Total, SNET... Et la création d'une agence européenne de l'énergie.

Les problèmes énergétiques ont une dimension planétaire et l'Europe de l'énergie doit se construire concrètement. Nous pensons possible, si la volonté politique s'exprime, de faire de cette agence l'instrument d'une politique européenne alternative à la concurrence sur les marchés de l'électricité et du gaz. Elle construirait progressivement des projets de coopération dans le domaine de la recherche et du développement. Y

compris, comme vous l'indiquez dans une vision globale de développement durable, c'est-à-dire dans la mise au point de nouvelles techniques de production soucieuses de l'environnement et aptes à répondre aux défis de ce siècle.

**Quelles actions la CGT a-t-elle mené à l'annonce de cette opération de fusion ?**

Le gouvernement escomptait sur une passivité des salariés ou leur réaction précipitée et fébrile. La CGT a fait le choix de construire un rassemblement dans la durée associant les agents et les usagers du service public de l'énergie, le plus large possible pour gagner.

Cela passe bien évidemment par la réflexion commune des syndicats, des fédérations syndicales de la CGT sur l'ensemble des secteurs concernés, d'où le rôle de la confédération et des différentes unions départementales. Dans les huit jours qui ont suivi l'annonce brutale par voie de presse de ce projet de privatisation, nous avons privilégié l'information des salariés de l'ensemble des champs professionnels concernés et développé nos propositions alternatives. Nous avons fait le choix de l'unité syndicale pour organiser la riposte

**LE SITE INTERNET DE L'UGFF ?  
[www.ugff.cgt.fr](http://www.ugff.cgt.fr)**